

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

**G/TMB/N/267**

22 juillet 1997

(97-2990)

---

**Organe de supervision des textiles**

Original: anglais

## ACCORD SUR LES TEXTILES ET LES VETEMENTS

### Notification au titre de l'article 2:17

#### ETATS-UNIS

#### Dispositions administratives convenues avec le Costa Rica

Les Etats-Unis ont fait parvenir à l'Organe de supervision des textiles une notification au titre du paragraphe 17 de l'article 2. L'OSpT distribue cette notification aux Membres de l'OMC pour information.

Secrétariat général de la Présidence  
Bureau du Représentant des Etats-Unis pour  
les questions commerciales internationales

Le 28 février 1997

Monsieur l'Ambassadeur,

Vous trouverez ci-joint une notification, présentée par le gouvernement de mon pays au titre de l'article 2:17 de l'Accord sur les textiles et les vêtements, des dispositions administratives concernant les pays suivants: Brésil, Colombie, Corée, Costa Rica<sup>1</sup>, Emirats arabes unis, Fidji, Haïti, Hongrie, Inde, Indonésie, Macao, Malaisie, Philippines, Qatar, Roumanie, Sri Lanka, Thaïlande et Uruguay.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma haute considération.

(signé) Ambassadeur Rita Hayes  
Négociateur en chef pour les textiles

Monsieur l'Ambassadeur András Szepesi  
Président  
Organe de supervision des textiles  
Organisation mondiale du commerce  
154, rue de Lausanne  
1211 Genève

---

<sup>1</sup>Le présent document contient les dispositions administratives convenues avec le Costa Rica. Les dispositions convenues avec les autres Membres énumérés ci-dessus feront l'objet de documents distincts.

Note: L'annexe A mentionnée dans le texte contient la liste des restrictions notifiées par les Etats-Unis conformément à l'article 2:1 et ne fait donc pas partie des dispositions administratives.

## COSTA RICA

Les dispositions ci-après sont tirées de l' Accord bilatéral sur les textiles et les vêtements conclu entre les Etats-Unis et le Costa Rica le 20 mars 1992 et du Mémorandum d'accord du 23 décembre 1993; elles ont été jugées nécessaires à la mise en oeuvre satisfaisante des restrictions notifiées à l'Organe de supervision des textiles au titre de l'article 2:1 de l' Accord sur les textiles et les vêtements.

### Ajustements au titre de la flexibilité

7. A) I) Les plafonds spécifiques fixés dans l' annexe A n' incluent aucun des ajustements permis au titre du paragraphe 7.
- II) Au cours d' une période d' application de l' Accord, les plafonds spécifiques fixés dans l' annexe A pourront être relevés par un transfert n' excédant pas 7 pour cent, sauf pour la catégorie 347/348 qui pourra faire l' objet d' un transfert de 7,5 pour cent, à condition qu' un abaissement équivalent, en équivalent mètres carrés, d' un ou plusieurs autres plafonds spécifiques soit opéré au cours de la même période d' application de l' Accord. Le transfert, s' il est possible, s' ajoute à tout autre report et/ou utilisation anticipée possible.
- III) Aucun plafond spécifique ne pourra être ramené, conformément au paragraphe 7 a) II), à un niveau inférieur à celui des exportations imputées sur le plafond de cette catégorie pour cette période d' application de l' Accord.
- IV) Le gouvernement du Costa Rica indiquera au gouvernement des Etats-Unis les plafonds spécifiques qu' il souhaiterait relever et ceux dont il souhaiterait déduire des quantités équivalentes, en équivalent mètres carrés.
- B) I) Au cours d' une période d' application de l' Accord, les exportations pourront dépasser de 11 pour cent un plafond spécifique fixé dans l' annexe A par utilisation anticipée (emprunt d' une fraction du plafond spécifique correspondant pour la période d' application de l' Accord suivante) et/ou report (utilisation de toute fraction inutilisée du plafond spécifique correspondant pour la période précédente), l' utilisation anticipée ne devant pas représenter plus de 6 pour cent.
- II) Aucun report n' est possible au cours de la première période d' application de l' Accord. Aucune utilisation anticipée n' est possible au cours de la dernière période d' application de l' Accord.
- C) Aux fins de l' Accord, on parle de fraction inutilisée lorsque des exportations vers les Etats-Unis de textiles ou de produits textiles en provenance du Costa Rica, au cours d' une période d' application de l' Accord, sont en deçà du plafond spécifique fixé à l' annexe A (ou, dans le cas d' un plafond abaissé conformément au paragraphe 7, lorsque ces exportations sont en deçà du plafond abaissé).
- D) Le gouvernement du Costa Rica avertira le gouvernement des Etats-Unis lorsqu' il souhaitera utiliser une fraction inutilisée disponible dans des catégories pouvant faire l' objet d' un report, ou pouvant être utilisée dans d' autres catégories par utilisation anticipée, sans réserve des dispositions qui précèdent. Dans la mesure où de tels ajustements seront effectivement utilisés, ils seront mis en oeuvre par report et utilisation anticipée, dans cet ordre. Toute fraction censée être utilisée par anticipation et non utilisée sera réimputée sur le plafond de la période suivante.

Cette procédure sera sans préjudice du résultat des consultations qui pourront avoir lieu entre nos gouvernements au sujet des quantités pouvant faire l'objet d'un report ou d'une utilisation anticipée.

Imputations en cas de dépassement du quantum

- 9.A) Les Etats-Unis pourront refuser d'admettre les produits en provenance du Costa Rica en dépassement des plafonds autorisés au cours d'une période d'application de l'Accord. Les expéditions dont l'admission aura été refusée pourront par la suite être admises aux Etats-Unis et être imputées sur le plafond correspondant pour la période d'application de l'Accord suivante.
- B) Les produits en provenance du Costa Rica en dépassement des plafonds applicables au cours d'une période d'application de l'Accord, s'ils sont admis aux Etats-Unis au cours de cette période, seront imputés sur le plafond correspondant pour la période d'application de l'Accord suivante.
- C) Toute mesure prise conformément aux alinéas A) et B) du paragraphe 9 ci-dessus sera sans préjudice des droits de l'autre partie en matière de consultations.
- D) Le gouvernement des Etats-Unis avertira le gouvernement du Costa Rica lorsque le taux d'utilisation du contingent atteindra 95 pour cent. S'il estime que les données établies par le gouvernement des Etats-Unis et les données sur les exportations costa-riciennes ne concordent pas, le gouvernement du Costa Rica demandera l'ouverture de consultations. Le gouvernement des Etats-Unis convient de tenir des consultations dans les moindres délais afin de remédier à toute erreur dans les données. Si la marchandise admise dans le cadre du contingent atteint un niveau auquel le contingent peut être rempli, le gouvernement des Etats-Unis convient d'accorder deux jours ouvrables supplémentaires avant de clore la catégorie.

Dispositions en matière de répartition

10. Le gouvernement du Costa Rica fera tout son possible pour que les exportations vers les Etats-Unis des produits de chaque catégorie, sous-catégorie ou partie de catégorie soient effectuées à intervalles réguliers au cours de chaque période d'application de l'Accord, en tenant compte des facteurs saisonniers normaux.

Aide fournie par les Etats-Unis pour mettre en oeuvre les dispositions en matière de limitation

11. Le gouvernement du Costa Rica administrera son système de régulation des exportations dans le cadre de l'Accord. Le gouvernement des Etats-Unis contrôlera, d'après la date d'exportation, les importations de produits textiles visés par l'Accord.

Echantillons commerciaux et expéditions personnelles

13. Les expéditions d'échantillons commerciaux correctement marqués, d'une valeur égale ou inférieure à 250 dollars EU, ainsi que les articles destinés à l'usage personnel de l'importateur et non à la revente, quelle que soit leur valeur, n'ont pas besoin d'être accompagnés d'un visa d'exportation et ne seront pas assujettis aux plafonds indiqués dans le présent accord.

Echange d'informations

14. Sous réserve des dispositions de la législation nationale, chaque gouvernement convient de fournir à l'autre gouvernement, à la demande de celui-ci, toutes les informations en sa possession raisonnablement jugées nécessaires à la mise en oeuvre du présent accord.

Echange de données

15. A) Le gouvernement des Etats-Unis fournira dans les moindres délais au gouvernement du Costa Rica des données sur les importations mensuelles aux Etats-Unis de textiles et produits textiles de coton, de fibres synthétiques ou artificielles, de laine, de mélanges de soie et de fibres végétales autres que le coton, en provenance du Costa Rica.
- B) Le gouvernement du Costa Rica fournira dans les moindres délais au gouvernement des Etats-Unis des données sur les exportations mensuelles vers les Etats-Unis de textiles et produits textiles de coton, de fibres synthétiques ou artificielles, de laine, de mélanges de soie et de fibres autres que le coton, en provenance du Costa Rica.
- C) Le gouvernement des Etats-Unis et le gouvernement du Costa Rica conviennent d'échanger des données sur disquettes selon les modalités arrêtées ultérieurement dans une lettre technique.
- D) Toute divergence constatée par l'une des parties entre les données sur les importations et les données sur les exportations sera notifiée à l'autre partie. Les deux parties conviennent que, lorsque des divergences seront notifiées, elles tiendront des consultations dans les moindres délais afin d'y remédier.

Coopération en vue d'empêcher le contournement

16. A) Le gouvernement des Etats-Unis et le gouvernement du Costa Rica conviennent de prendre les mesures nécessaires pour faire face au contournement, enquêter sur le contournement et, s'il y a lieu, engager une action juridique et/ou administrative pour empêcher le contournement du présent accord par le jeu de la réexpédition, du déroutement, de la fausse déclaration concernant le pays d'origine, de la falsification de documents officiels ou de tout autre moyen.
- B) Les deux parties conviennent de coopérer pleinement, en conformité avec leurs lois et procédures intérieures, dans les cas de contournement ou de contournement présumé de l'Accord, pour faire face aux problèmes découlant du contournement et pour établir les faits pertinents sur les lieux d'importation, d'exportation et, le cas échéant, de réexpédition. Cette coopération, dans la mesure où elle est en conformité avec les lois et procédures intérieures, comprendra une enquête sur les pratiques de contournement, l'échange de documents, y compris les formulaires ITA 370-P ou les documents qui les remplaceraient, de correspondance, de rapports et d'autres renseignements pertinents dans la mesure du possible, et la facilitation des visites impromptues d'installations et des contacts par des représentants de chaque partie, sur demande et cas par cas.

Si les responsables de l'application de l'accord de l'une ou l'autre des parties prévoient de se rendre sur le territoire de l'autre partie pour visiter certaines usines textiles ou de vêtements, ils en informeront par écrit le Ministère du commerce extérieur ou le Département d'Etat au moins une (1) semaine à l'avance, en précisant le nom des usines qu'ils ont l'intention de visiter. Les deux parties conviennent que, si l'autre partie le demande, l'usine ne sera pas prévenue à l'avance de la visite. Pour chacune de ces visites, il sera nécessaire d'obtenir l'autorisation

d'un responsable de l'établissement. Une fois la visite terminée, les responsables qui l'auront faite transmettront leurs constatations aux fonctionnaires compétents de l'autre partie.

- C) Les deux parties conviennent également de coopérer à la mise en oeuvre d'un système bilatéral d'échange électronique de données.
- D) Si l'une des parties considère que le présent accord est tourné, elle pourra demander l'ouverture de consultations pour examiner la ou les questions concernées en vue de chercher une solution mutuellement satisfaisante. Les deux parties conviennent de prévoir une période de communication des pièces pour rassembler, échanger et examiner tous les renseignements pertinents, qui s'achèvera dans les 30 jours suivant la demande de consultations. Les deux parties conviennent de tenir dans les moindres délais des consultations supplémentaires si l'une ou l'autre des parties le juge nécessaire, en les engageant dans les cinq jours suivant la fin de la période de communication des pièces et en les terminant dans les 60 jours, à moins que cette durée ne soit prorogée d'un commun accord. Les deux parties conviennent de coopérer pleinement dans les conditions énoncées à l'alinéa B) ci-dessus.
- E) I) Au cas où les parties ne seraient pas en mesure de parvenir à une solution satisfaisante au cours des consultations prévues à l'alinéa D), le gouvernement du Costa Rica et le gouvernement des Etats-Unis conviennent que, dans les cas où des éléments permettant d'établir clairement l'existence d'un contournement ont été fournis, les Etats-Unis pourront imputer sur les plafonds quantitatifs fixés pour cette période d'application de l'Accord des quantités équivalant à la quantité de produits d'origine costa-ricienne qui ont été réexpédiés.
- II) Le gouvernement du Costa Rica et le gouvernement des Etats-Unis conviennent en outre que des imputations sur les plafonds quantitatifs établis au titre du présent accord pourront être effectuées dans les cas suivants:
- a) les Etats-Unis sont en possession de renseignements qui démontrent avec une grande probabilité l'existence d'un contournement, et ils les ont communiqués au gouvernement du Costa Rica;
  - b) les Etats-Unis ont demandé la coopération du Costa Rica ou des renseignements relatifs à un contournement possible, dont le gouvernement du Costa Rica dispose légalement et qu'il pourrait raisonnablement obtenir; et
  - c) le gouvernement du Costa Rica n'a pas fourni de renseignements ou n'a pas coopéré pendant la période de consultation indiquée à l'alinéa D).

Les actions de ce type seront notifiées à l'OST accompagnées de toutes les justifications pertinentes.

- F) Au cas où les Etats-Unis choisiraient d'exercer leurs droits, au titre de l'alinéa E) I), d'imputer une ou des quantités sur les plafonds quantitatifs d'un pays, si plus de deux cas importants de contournement ont été démontrés pendant l'année d'application de l'Accord en cours ou pendant l'année immédiatement antérieure, ils pourront imputer sur le plafond quantitatif jusqu'au triple des quantités réexpédiées, à condition que ces déductions soient réparties de manière égale sur chacune des trois années qui suivent.
- G) Dans les cas où il existe des éléments de preuve démontrant clairement que des marchandises originaires d'un autre pays ont transité par le Costa Rica vers les Etats-Unis en tant que produits costa-riciens, le gouvernement du Costa Rica et le gouvernement des Etats-Unis conviennent

d'entreprendre une action appropriée. Cette action pourra comprendre l'introduction de limitations dans la ou les catégories concernées ou la déduction de la quantité de marchandises ainsi expédiées des plafonds quantitatifs fixés pour les expéditions originaires du Costa Rica au titre du présent accord pour l'année en cours. Les actions de ce type, ainsi que le moment où elles interviendront et leur portée, pourront être décidées après que des consultations auront eu lieu en vue d'arriver à une solution mutuellement satisfaisante, et seront notifiées à l'OST avec toutes les justifications pertinentes. Ces consultations devront avoir lieu selon les procédures indiquées à l'alinéa D). Au cas où les parties ne seraient pas en mesure de parvenir à une solution satisfaisante, le gouvernement du Costa Rica et le gouvernement des Etats-Unis conviennent que dans les cas où des renseignements clairs relatifs à l'existence d'un contournement ont été fournis, les Etats-Unis pourront introduire une limitation ou, au cas où une limitation existe déjà, pourront déduire des plafonds quantitatifs établis au titre du présent accord une quantité équivalant à la quantité de produits réexpédiés via le Costa Rica. Les parties notent que, dans certains cas de contournement, des expéditions peuvent transiter par le pays sans que les marchandises dont elles sont constituées y subissent de modifications ou de transformations, et que, dans ces cas, il n'est pas toujours réalisable d'exercer un contrôle sur de telles expéditions.

- H) Les parties conviennent que les fausses déclarations concernant la teneur en fibres, les quantités, la désignation ou la classification des marchandises vont aussi à l'encontre de l'objectif du présent accord. Dans les cas où il existe des éléments de preuve démontrant clairement qu'une telle déclaration a été faite à des fins de contournement, les deux parties conviennent de prendre des mesures appropriées, en conformité avec leurs lois et procédures intérieures, contre les exportateurs ou les importateurs en cause. Au cas où une des parties considérerait que le présent accord est tourné par le jeu de ces fausses déclarations et qu'aucune mesure administrative n'est appliquée, ou que les mesures administratives appliquées sont insuffisantes, pour faire face à ce contournement et/ou le contrecarrer, elle devra engager dans les moindres délais des consultations avec la partie en cause en vue de chercher une solution mutuellement satisfaisante. Ces consultations devront avoir lieu selon les procédures indiquées à l'alinéa D). Au cas où les parties ne seraient pas en mesure de parvenir à une solution satisfaisante, le gouvernement du Costa Rica et le gouvernement des Etats-Unis conviennent que dans les cas où des éléments de preuve solides concernant ces fausses déclarations ont été fournis, les Etats-Unis pourront déduire des plafonds quantitatifs établis pour l'année d'application de l'Accord en cours une quantité équivalant à la quantité de produits sur laquelle porte la fausse déclaration ou la fausse classification. La présente disposition n'a pas pour objet d'empêcher les parties d'opérer des ajustements techniques lorsque des erreurs ont été commises par inadvertance dans des déclarations.
- I) Toute mesure prise par l'une ou l'autre des parties en application des dispositions du présent accord sera notifiée à l'OST accompagnées de toutes les justifications pertinentes.

#### Dispositions administratives mutuellement satisfaisantes

17. Des dispositions administratives ou des ajustements mutuellement satisfaisants peuvent être convenus pour résoudre des problèmes mineurs découlant de la mise en oeuvre du présent accord, y compris des divergences concernant des points de procédure ou le fonctionnement de l'Accord.

#### Consultation sur des questions relatives à la mise en oeuvre

18. Le gouvernement des Etats-Unis et le gouvernement du Costa Rica conviennent de tenir des consultations, à la demande de l'autre gouvernement, au sujet de toute question concernant la mise en oeuvre du présent accord.